

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise



**PREMIER
MINISTRE**

Direction de l'information
légale et administrative

Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonce n° 339

19 - Corrèze

ASSOCIATIONS

Créations

Déclaration à la sous-préfecture de Brive-la-Gaillarde

TAMIL EELAM PEACE RESEARCH INSTITUTE.

Objet : l'Association « TAMIL EELAM PEACE RESEARCH INSTITUTE » a pour principaux objectifs de : - promouvoir la recherche-action sur la paix et la sécurité au Tamil Eelam ; - mettre fin à l'occupation et à la colonisation de notre patrie le Tamil Eelam par le Sri Lanka et de restaurer l'indépendance du Tamil Eelam en tant que République laïque, pluraliste et démocratique garantissant les droits de l'homme et la liberté pour tous ; - être un cadre de réflexion et d'analyse des problématiques liées au Tamil Eelam en vue de contribuer à la consolidation de la paix dans l'Ile, à la transformation des conflits, à la cohésion sociale entre les communautés, à la culture de la paix par l'éducation et la formation aux valeurs de paix et de non-violence ; - construire de relations pacifiques entre le Tamil Eelam et ses partenaires régionaux et occidentaux par la connaissance des mutations socio-politiques et économiques au Tamil Eelam ; - promouvoir la culture de la paix en favorisant la connaissance des droits de l'Homme et du droit international humanitaire ; - faire connaître la matière juridique du Droit International Humanitaire et le droit des conflits armés ; - communiquer sur les enjeux historiques, politiques et juridiques de ces disciplines et la mise en œuvre des règles qu'elles comportent, informer les populations nationales et les publics cibles potentielles ou réelles (déportés, résistants, combattants, non combattants, prisonniers, civils, et/ou victimes) concernés des règles de droit comprises dans les conventions Internationales et les législations nationales existantes en matière de droit international humanitaire et de droit des conflits armés, et spécialement pour les crimes de génocides, déportation et déplacements forcés, crime contre l'humanité, crimes dits internationaux et crimes de guerre, informer et prévenir les corps intermédiaires, les ONG et autres associations, les représentants politiques et les médias sur la survenance ou la réalisation de telles infractions et manquements aux règles du Droit International Humanitaire et au droit des conflits armés ; - accompagner, assister et soutenir les individus, groupes d'individus, populations des publics cibles à ces infractions au droit international, européen et national positif ; - défendre les victimes actuelles et passées (ou leurs ayants droits et représentants) de ces infractions au niveau international, européen, national et local ; - Mettre l'accent sur les droits des réfugiés en limitant l'aggravation des violations en adoptant des moyens légaux au niveau local et international ; - Garantir le droit à la dignité humaine des réfugiés et des personnes détenues arbitrairement dans plusieurs pays et travailler sur les problèmes des réfugiés en partant du principe de la sécurité personnelle dans un logement sûr et un logement décent- La consécration de la justice dans un travail décent et le respect de la liberté d'opinion et d'expression en fournissant un soutien juridique et une représentation pour défendre les problèmes des réfugiés, - Surveiller et documenter les violations dont ils sont victimes, en plus de mobiliser l'opinion

publique nationale et internationale autour d'eux, et de porter ces violations aux autorités internationales des droits de l'homme, par des moyens juridiques ; - Mettre en place des formation et/ou l'organisation d'évènements, dans un but de sensibilisation sur les questions des droits de l'homme ; - Mettre en œuvre des projets dans le cadre d'un développement des programmes de formation, - Proposer des projets de lois compatibles avec les conventions internationales quant aux droits de l'homme ; - Collaborer avec des institutions scientifiques et intellectuelles, et renforcer également la coordination et le travail de réseau avec d'autres centres et organisations de la société civile ;
Siège social : 61, avenue Georges Pompidou, 19100 Brive-la-Gaillarde.

Site internet : <https://tamilmovement.com>.

Date de la déclaration : 21 juillet 2022.